



Bulletin d'information
PROJET ACCOMPAGNEMENT
QUÉBEC-GUATEMALA

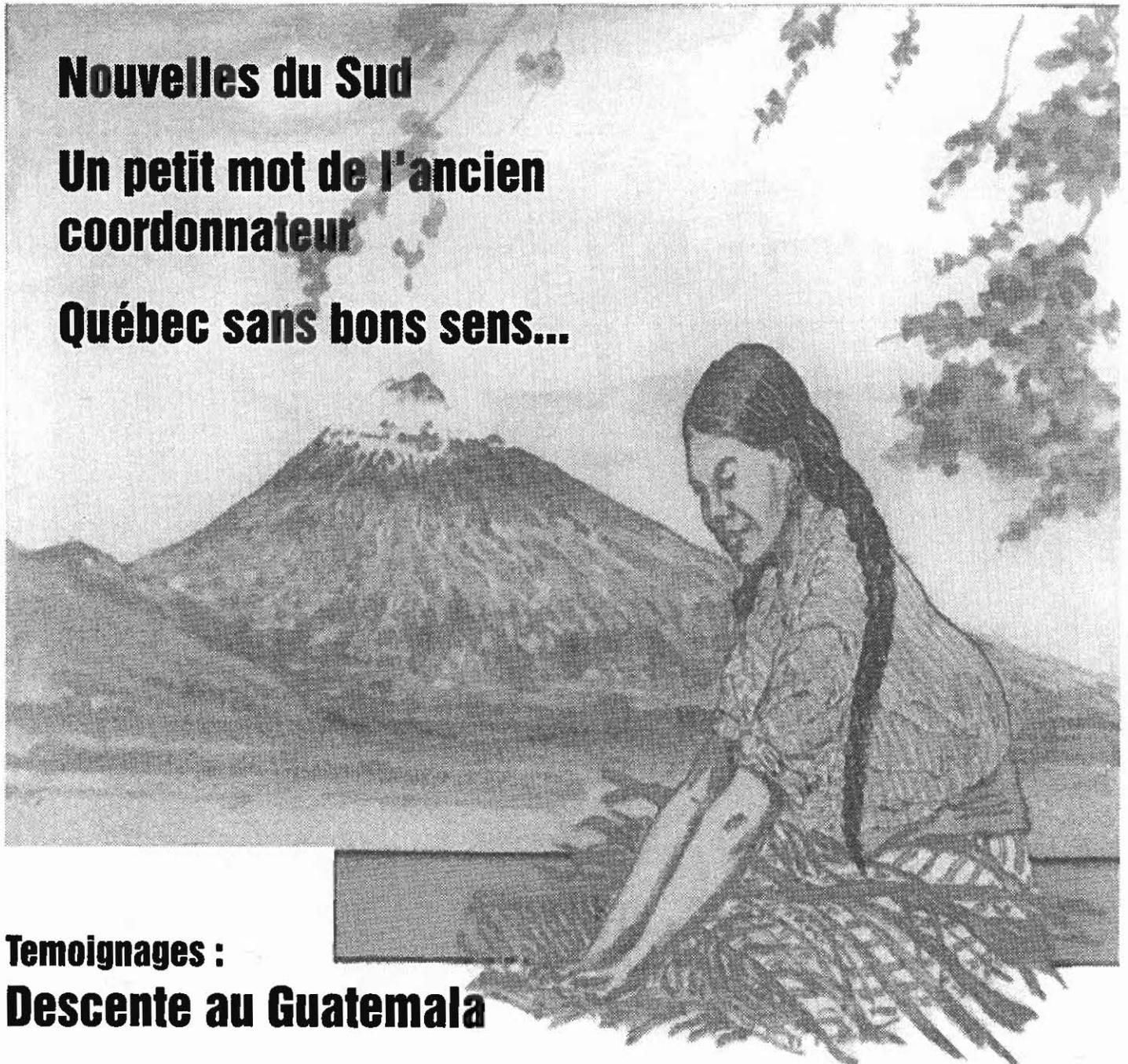
Novembre-décembre, 1997, vol. 4 No.11, Montréal, Qc.

À l'écoute des voix d'une guerre silencieuse

Nouvelles du Sud

**Un petit mot de l'ancien
coordonnateur**

Québec sans bons sens...



Temoignages :
Descente au Guatemala

À l'écoute des voix d'une guerre silencieuse

par Geneviève Lessard

Comme plusieurs l'auront constaté, la signature des accords de paix survenue à la fin de l'année dernière et l'approche de la fin des retours collectifs ont suscité un profond questionnement au sein du réseau du Projet Accompagnement : dans un contexte de paix qui annonce le passage d'une situation d'urgence à une phase de développement, l'observation internationale est-elle toujours justifiée ? Notre mandat tirerait-il à sa fin ? Questions existentielles qui ont débouché, lors de la rencontre du comité aviseur national de 1996, sur l'adoption de mesures d'action; puisqu'il fallait trancher, autant se donner les moyens de le faire en toute connaissance de cause. C'est donc dans le but de revoir le mandat du Projet Accompagnement que fut élaborée une stratégie en trois temps : analyse de la situation dans le Sud par une délégation composée de membres de chacune des régions du réseau et des deux coordonnatrices du sud; consultations régionales sur l'avenir du Projet Accompagnement et prise de décision finale par les membres du comité aviseur national (steering committee).

Mission accomplie. Après avoir rencontré les représentants de divers groupes et organismes (droits humains, populations déracinées, presse alternative, etc.), les déléguées ont fait paraître un rapport qui tente de faire le point sur la problématique qui nous intéresse. Les membres des régions ont analysé les options recommandées puis choisi celles qui leur paraissaient les mieux appropriées. Les consensus régionaux ont enfin fait l'objet des délibérations du comité aviseur lors de sa dernière rencontre annuelle qui eut lieu du 1er au 4 novembre dernier, à Ottawa.

Résultats finaux

Autant le préciser tout de suite, il semble bien qu'il y ait homogénéité des idées au sein de notre réseau. En effet, sur la plupart des sujets à l'étude, les représentants des régions avaient des opinions similaires. En outre, ce qui a fait consensus, c'est que le PA doit survivre puisque les besoins subsistent et qu'au terme du processus de retour, une transition progressive devra être opérée : peu à peu (et selon des critères de priorisation bien définis), nous nous retirerons des communautés de retour et entamerons une relation de travail avec les déplacés internes qui, dans le contexte actuel, semblent avoir davantage besoin de l'appui de la communauté internationale. C'est donc avec un mandat de travail,

des objectifs et des principes entièrement révisés que nous entreprenons la prochaine année.

La stratégie

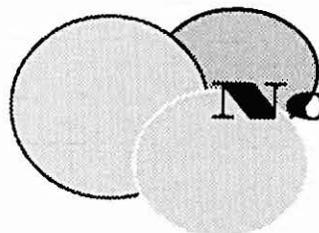
Pour appuyer la démarche des déplacés internes du Guatemala, les formes d'accompagnement préconisées par le comité aviseur sont, à peu de choses près, celles qui avaient été recommandées, quelques mois plus tôt, par les membres de la délégation : courtes visites dans les communautés et accompagnement lors des négociations de terre. Le choix d'un partenaire privilégié, nécessaire à l'entreprise de nouvelles activités d'accompagnement, a été réitéré : pour les débuts du moins, nous travaillerons principalement auprès des membres de CONDEG (Conférence nationale des populations déplacées du Guatemala).

Mais il convient de faire les choses en bonne et due forme et d'y aller, comme on dit, étape par étape. C'est la raison pour laquelle le comité aviseur s'est donné pour tâche d'élaborer un plan à court terme (sur un an) qui devrait nous permettre d'effectuer le changement d'orientation qui s'impose, sans que la qualité de notre travail dans le sud s'en trouve diminuée. Ce plan d'action comprend un bulletin d'information trimestriel portant essentiellement sur les populations déplacées du

Guatemala, l'envoi d'une équipe de recherche auprès des représentants de CONDEG et une campagne de sensibilisation nationale portant sur les déplacés internes et ayant pour thème : *Les voix d'une guerre silencieuse*.

Vous recevrez donc bientôt le premier numéro du bulletin d'information national. D'ici là, vous pourrez toujours vous enquérir des détails du fameux plan d'action en téléphonant à la représentante québécoise au comité aviseur, Suzy Potvin (762-1775).

Au delà de tous ces bouillonnements et questionnements, le PA poursuivra inébranlablement tout au cours de la prochaine année son engagement auprès des populations qui reviennent d'exil. Il reste encore beaucoup à accomplir!



Nouvelles du Sud

par Isabelle Gauthier et Caleli

Ingérance des États-Unis au Guatemala

De retour d'Espagne où il a reçu, en compagnie de Ricardo Ramirez (président de l'URNG), le prix de la coopération internationale du prince d'Asturies pour avoir pacifié le Guatemala, le président Alvaro Arzú s'est empressé de déclarer qu'il «acceptera l'aide des États-Unis pour combattre le narcotrafic, malgré les plaintes de l'opposition».

Différents secteurs politiques du Guatemala ont manifesté leur désaccord vis-à-vis cette déclaration. Hector Klee du Congrès a commenté que «le président aurait dû rester en Espagne à recevoir des prix, il nuirait moins ainsi au processus démocratique du pays et ne mettrait pas en péril la souveraineté nationale. Il fait entorse à la constitution de la république».

Le parti Alianza Democrática, à travers un communiqué, rappelle au Président qu'il n'est pas propriétaire du pays, qu'il a été élu par le peuple et qu'il doit conformer ses décisions aux prescriptions constitutionnelles.

Zury Rios, députée du Front républicain guatémaltèque, pour sa part «considère que le président n'a pas mesuré le poids de sa déclaration, qu'il n'est pas sans savoir qu'il doit demander l'approbation du Congrès avant de permettre l'entrée de forces spéciales des États-Unis destinées à combattre le narcotrafic».

Rosalina Tuyuc, du Front démocratique Nouveau Guatemala (FDNG), a pour sa part déclaré que «les États-Unis trouvent toujours des raisons pour imposer leur pouvoir militaire sur les pays du tiers monde.(...)»

Donald Planty, ambassadeur des États-Unis au Guatemala, a déclaré que son pays prêterait au Guatemala une collaboration maritime et aérienne, dans le but de freiner le narcotrafic. Cet accord autoriserait les garde-côtières états-uniens à poursuivre dans les eaux guatémaltèques des bateaux soupçonnés de narcotrafic, avec l'accord préalable des autorités locales. Ils pourraient aborder, inspecter et bloquer les dites embarcations, mais seules les autorités guatémaltèques seraient autorisées à procéder à la saisie du matériel et à l'arrestation des individus appréhendés.

Les États-Unis ont déjà signé une telle entente avec le Belize ainsi que 8 pays et sont présentement en négociation avec le Costa-Rica, le Panama et le Honduras.

Le dernier envoi connu d'avions états-uniens en territoire guatémaltèque remonte à 1954, alors que la C.I.A. prêtait main-forte au renversement du président Jacobo Arbenz, mettant ainsi fin à la démocratie naissante de la nation. Les conseillers militaires des États-Unis ont aussi prêté assistance à la dictature guatémaltèque durant les 36 années de répression sanglante qui s'ensuivirent.

Cas Alioto: quelle justice?

L'ancien ministre des affaires intérieures Danilo Parinello, le vice-ministre de l'intérieur Mario Mérida et l'ex-directeur de la police Salvador Figueroa, accusés, trouvés coupables et emprisonnés pour le meurtre de l'étudiant Mario Alioto López, ont obtenu l'absolution devant le tribunal d'appel.

Mario Alioto Lopez a été assassiné le 11 novembre 1994, alors que les étudiants de l'Université San Carlos (USAC) protestaient contre la hausse du prix des denrées alimentaires de base et des transports publics urbains.

Pour protester contre l'absolution, les étudiants de la USAC ont organisé plusieurs manifestations et plusieurs d'entre eux ont entamé une grève de la faim le 4 novembre dernier en face de la Cour suprême de justice et exigent une révision du cas.

Espionnage de l'armée

L'écoute téléphonique, le contrôle des mouvements des dirigeants populaires, l'infiltration dans les structures étudiantes ou syndicales et la surveillance des membres de l'URNG, sont des pratiques toujours en vigueur à la direction de l'Intelligence de l'armée.

Le "Plan des opérations de

transition à la démocratie" un document secret des forces armées approuvé en février dernier par l'État-major de la Défense nationale, révèle que tout cours de l'année, l'Intelligence militaire s'est dédiée à espionner les activités de l'église catholique, des mouvements syndicaux et étudiants ainsi que des différentes structures de l'ancienne guérilla.

Selon le document, l'armée persiste à considérer l'URNG comme une force ennemie, et ses membres sont qualifiés d'éléments subversifs. L'institution militaire craint que l'ex-guérilla n'ait pas rendu toutes les armes et que celles-ci puissent être utilisées pour mettre en échec les Accords de paix ou pour effectuer des délits. L'armée aurait infiltré les structures de l'ex-groupe insurgé pour tenter de prouver ses assertions, à savoir «en quels lieux et par quelles organisations» l'armement aurait été caché.

Le premier retour des déplacés internes

Trente et une familles, de concert avec la Conférence nationale des populations déplacées du Guatemala (CONDEG), ont entamé le 5 novembre dernier leur processus de retour vers Barillas, province de Huehuetenango, où elles s'installeront définitivement.

Ce retour -le premier parmi ces populations qui ont abandonné leurs villages durant la guerre sans pourtant quitter le pays- s'effectuera avec ou sans le support de la CEAR (Commission nationale d'aide aux rapatriés, réfugiés et déplacés) qui, selon CONDEG, tarde à manifester son support malgré le fait que les négociations de retour aient commencé en mai 1996.

Manuel Perez de CONDEG a déclaré que le processus de retour était lent et dilué. «Tristement, le gouvernement a fait très peu pour honorer ses obligations et respecter les ententes des Accords de paix concernant l'appui aux déplacés internes». Il a ajouté que la CEAR a posé quantité de conditions au retour des 31 familles et soulevé le point que la terre où elles désiraient s'installer n'avait pas été dûment enregistrée.

Durant plus de 15 ans, plusieurs de ces familles -qui vivent présentement à San Ildefonso, Ixtahuacan, dans la même province- ont survécu en s'engageant dans des fermes de la région, tandis que d'autres étaient prises en charge par des villageois ou se voyaient obligés de louer des habitations.

Selon les Accords sur l'implantation des populations déracinées par le conflit armé, ces populations «méritent une attention spéciale, compte-tenu des dommages qu'elles ont subis pour avoir été déplacées».

CONDEG a demandé au gouvernement de remplir ses obligations, établies par les Accords de paix et exposé les problèmes des populations qu'elle représente.

L'armée impose l'hymne national dans les communautés de retournés

Des groupes de droits humains s'inquiètent des nouveaux actes d'intimidation commis par l'armée. Selon la Coordination régionale des droits humains de l'Ixcán (CORDHI), le 14 septembre les soldats sont entrés dans plusieurs communautés de retournés de la région du Quiché. Lors de cette visite, ils ont installé le drapeau guatémaltèque sur l'école communale et distribué une cassette de l'hymne national. L'organisation mentionne que l'armée a aussi encouragé les retournés à former des «comités d'amitié et de sécurité en support à l'armée» et qu'un de ces groupes aurait déjà été mis sur pied à Cuarto Pueblo. L'Assemblée consultative des populations déracinées (ACPD) a aussi condamné ces tentatives de contrôle comme étant des gestes de provocation.

Il faut mentionner que les visites du 14 septembre jouissaient de l'appui de la CEAR (Commission nationale d'aide aux rapatriés, réfugiés et déplacés), et son directeur Jose Luis Gandara a précisé que des employés de la CEAR avaient accompagné les soldats non-armés, dans le but de promouvoir la réconciliation dans la

région, que les soldats n'étaient restés que quelques minutes et que la population était ravie des présents accordés.

Toutefois ces incidents laissent croire que loin de poursuivre ses efforts pour la démilitarisation du pays, en respect des Accords de décembre 1996, le gouvernement fait chemin inverse. Récemment une base militaire a été réouverte à Alotenango, dans la province de Sacatepequez, et on parle de réinstaller les patrouilles militaires dans la capitale. Le gouvernement déclare que ces mouvements sont destinés à combattre la violence à travers le pays.

Des nouvelles du cas Xaman

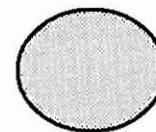
Julio Citron Galvez, avocat défenseur de 11 soldats qui faisaient partie de la patrouille accusée d'avoir perpétré le massacre de Xaman, a démissionné le 10 novembre dernier, invoquant des problèmes de santé.

La démission de Citron vient malheureusement repousser le jugement du cas Xaman et il faudra nommer un autre défenseur ou refiler le dossier aux trois autres avocats qui sont sur ce cas.

NDLR: le 5 octobre 1995 des soldats ont ouvert le feu sur les membres de la communauté de retournés Aurora 8 de octobre, près de Xaman, dans la province de l'Alta Verapaz, et tué 11 personnes. Ce massacre est survenu en plein cours des négociations de paix et ce qu'on appelle maintenant le cas Xaman est connu pour la lenteur de son processus judiciaire.

Sources : *Cerigua*, 16 et 27 octobre, 6 novembre 1997.

Centro de Estudios de Guatemala (CEG), 3 au 11 novembre 1997.



Bonjour à tous et toutes!!

par Luc Brisebois

Juste un mot sur les activités du comité finances et sur la recherche de financement à long terme.

D'abord depuis l'assemblée mensuelle de septembre un nouveau comité finances s'est mis sur pied, il est composé de votre humble serviteur, Luc Brisebois, de Nathalie Aubut, Anne Brière, Bernard Bélanger, Marc Drouin, Alexandre Pirsh et Caleli. Nous nous sommes rapidement réunis pour mettre en route deux activités avant la fin de l'année, c'est-à-dire la campagne de sollicitation postale et l'organisation d'un spectacle bénéfique.

D'abord en ce qui concerne la campagne postale, non seulement l'envoi est terminé mais nous en apprécions déjà les premiers résultats. La campagne visait non seulement des individus mais aussi un ensemble d'organismes, fondations, congrégations religieuses, syndicats etc. Près de 700

lettres de sollicitation ont ainsi été envoyées et comme je l'écrivais plus haut les réponses sont encourageantes : don de 200\$ d'une congrégation, intérêt de la part du syndicat des chargé-e-s de cours de l'Uqam et de la part de la congrégation Notre-Dame, etc.

Du côté du party bénéfique les choses vont bon train, la soirée se déroulera le 29 Novembre au bar «Le Cirque» au 141 Mont-Royal est, à partir de 19h. Nous avons obtenu une commandite des brasseurs G.M.T. ce qui nous permet d'offrir avec le prix d'entrée de 6\$ une bière gratuite. Le spectacle sera composé de poésie, de contes, de musique et d'humour. Certains artistes comme la clown «Chatouille» et Armand Vaillancourt ont confirmé leur présence. De la nourriture sera en vente sur place ainsi que le nouveau tee-shirt du Projet Accompagne-

ment. Une belle soirée en perspective! Nous espérons donc vous voir nombreux le 29 novembre, les billets sont disponibles au bureau du PA, à la librairie Abya-Yala au 4555 boulevard St-Laurent.

Comme vous devez le savoir, maintenant nous ne disposons plus de la subvention «Québec sans frontières», il est donc important si nous voulons assurer la coordination au Québec, de trouver un'autre source de financement à long terme. C'est là la nature de mon travail dans le cadre du programme Paie. Je vous tiendrai au courant des développements...

Un petit mot de l'ancien coordonnateur

par Claude Rioux

C'est avec beaucoup de tristesse mais également beaucoup d'espoir que j'ai quitté le poste de coordonnateur du PA il y quelques semaines. Suite à la perte de notre subvention du ministère des Relations internationales du Québec pour des raisons douteuses, le PA est devenu incapable d'assurer un salaire pour une coordination à temps plein. Cependant, avec l'implication des militants et des militantes, le PA pourra faire face aux nouveaux défis. En effet, il était fondamental pour moi, avant de quitter, de mettre en place une équipe qui saurait assumer l'ensemble des tâches qui m'étaient dévolues auparavant. Ces tâches ont donc été divisées entre les membres d'une équipe dynamique et compétente. Je m'empresse de vous la présenter.

1. Isabelle Gauthier, militante du Réseau de solidarité avec le Mexique, s'occupera désormais des actions urgentes et de la coordination du Bulletin du PA.

2. Annie Riendeau, ex-accompagnatrice, prend en charge le suivi des futurs accompagnatrices et accompagnateurs, du recrutement au départ pour le Guatemala.

3. Luc Brisebois est responsable de la recherche de financement. Au cours des prochains mois, Luc tentera de nous dénicher une subvention stable permettant d'assurer le maintien des activités du PA.

4. Marc Drouin, ex-coordonnateur, s'occupe encore de la formation des futurs accompagnateurs et accompagnatrices. Il sera notamment responsable de réajuster la formation intensive du PA en fonction des nouveaux mandats adoptés lors de la rencontre de Ottawa.

5. Geneviève Lessard, elle aussi ex-coordonnatrice et qui revient d'un séjour au Guatemala au sein de la délégation canadienne, est responsable des communications entre le PA-Québec et les autres composantes du projet au Canada.

Ces cinq personnes sauront maintenir et même développer les activités du PA. De plus, je continuerai d'assumer la tenue de livre et la comptabilité en plus d'assurer le suivi de quelques dossiers pour que la transition se fasse sans heurt.

Québec sans bon sens...

Lettre ouverte du PAQG aux membres de l'AQOCI et au ministère des Relations internationales du Québec

N'ayant pu participer à la rencontre «Québec sans frontières, une vision d'avenir» le 31 octobre dernier à l'Hôtel Universel de Sainte-Foy, nous vous présentons quelques extraits d'une lettre que nous avons fait parvenir aux membres de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) ainsi qu'au ministère des Relations internationales du Québec, responsables du programme Québec sans frontières (QSF). Après avoir participé activement au programme QSF pendant deux ans, notre demande de stages pour l'année 1997-1998 a été rejetée en bloc le printemps dernier.

Montréal, le 15 novembre 1997

Cher-e-s collègues,

Suite à la distribution du répertoire des stages de Québec sans frontières (QSF) pour l'année 1997-1998, plusieurs personnes ont noté avec déception l'absence du Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) parmi les organisations offrant des stages à l'étranger et l'absence du Guatemala comme destination pour la réalisation de ces stages.

L'année 1997-1998 sera une année charnière pour le Guatemala suite à la signature, le 29 décembre 1996, d'un accord de paix définitif entre le gouvernement et les forces rebelles de l'URNG. L'accord final, composé de nombreuses ententes sectorielles négociées depuis 1994, met fin, du moins sur papier, à plus de 36 ans de conflit armé [...].

Depuis janvier 1993, le PAQG participe à titre d'observateur aux

retours des réfugiés guatémaltèques. Notre contribution est très modeste, mais elle est appréciée parce qu'elle aide à maintenir une présence internationale dans les régions les plus difficiles d'accès du pays [...].

Considérant le contexte actuel au Guatemala et la tâche qui reste à accomplir, le fait que nos stages soient rejetés en cette troisième année du programme QSF a soulevé plusieurs interrogations que des membres et sympathisants du PAQG ont adressé à l'AQOCI, maître d'oeuvre du programme.

Réponse de l'AQOCI

Une lettre reçue de l'AQOCI le 27 mai dernier affirmait que «le fait que les projets présentés [par le PAQG] reprennent intégralement toujours la même formule pose un certain nombre de difficultés». Le PAQG, de par son nom, son mandat et sa mission, pourrait difficilement offrir des séjours au Salvador, au Burkina Faso ou au Sri

Lanka. Notre «formule» reste essentiellement la même parce que notre vocation, notre expertise et notre champ d'intervention restent les mêmes. Nos partenaires au Guatemala sont les mêmes depuis bientôt cinq ans et leur demande en matière d'accompagnement international reste la même.

Malgré les Accords de paix, le pouvoir économique et politique des forces armées au Guatemala reste essentiellement le même. La violence qui déferle contre les associations paysannes, les représentants syndicaux, les travailleurs de la fonction publique, bien que sélective, reste la même. L'impunité reste aussi la même. Que QSF et le comité de sélection des stages n'aient pas compris ces réalités ou la nature de notre travail nous déçoit énormément.

Selon la lettre du 27 mai, «un programme récurrent comme QSF peut en effet difficilement, d'année en année, financer un même projet qui se répète tel quel». Il est vrai, notre engagement auprès des réfugiés guatémaltèques se répète d'année en année et il se répétera tant que des guatémaltèques exilés au Mexique demanderont d'être accompagnés par la communauté internationale pour retourner dans leur pays. C'est plutôt ainsi que nous avons prévu l'apport «d'un programme récurrent comme QSF» à un projet comme le nôtre [...].

Le PAQG n'offre pas aux jeunes québécois-e-s un éventail illimité de séjours ou de destinations exotiques. Nous leur offrons la chance unique de participer pleinement et intensivement à un effort interna-

tional d'appui à des êtres humains dont le destin s'améliore qualitativement simplement du fait qu'ils ne se retrouvent plus seuls et isolés. Nous ne pouvons pas pour l'instant penser à un geste de solidarité qui puisse rapporter un résultat aussi concret ou souhaitable.

Une expérience adéquate

Toujours selon la lettre du 27 mai, malgré «sa bonne réputation dans le milieu», le PAQG exigerait «une expérience et une formation qui dépassent celles d'un programme d'initiation à la coopération comme le veut Québec sans frontières».

Le PAQG, comme plusieurs autres organismes participant à QSF, demande de ses stagiaires qu'ils soient responsables, débrouillards et autonomes, capables de peser les conséquences de leurs gestes dans un pays étranger, dans des conditions souvent difficiles. Tous les stagiaires au programme QSF devront avoir une certaine expérience de vie, cela va de soit, afin d'assurer le bon fonctionnement des groupes et des projets. Les stagiaires devront aussi faire part de maturité et de discernement afin de maintenir des relations de confiance avec nos partenaires dans le sud, établies parfois depuis plusieurs années, résultat d'un travail et d'échanges continus [...].

Nous n'offrons pas aux jeunes un chef de file qui les accompagnera physiquement du début à la fin de leur expérience au Guatemala afin d'organiser leurs déplacements quotidiens, leur hébergement, leurs repas et de s'assurer qu'ils se lèvent à l'heure ou qu'ils ont bien pris leurs comprimés anti-paludiques une fois par semaine... Selon la lettre du 27 mai, cela aurait «défavorisé vos projets plutôt destinés à des jeunes qui ont "déjà fait un certain bout de chemin",

selon l'avis du Comité.» [...]

Les jeunes se responsabilisent

Depuis janvier 1993, une quarantaine de québécois et de québécoises se sont rendu-e-s au Guatemala dans le cadre du PAQG. La plupart avaient moins de trente ans et plusieurs se rendaient en Amérique centrale pour la première fois, comme ce fut le cas de plusieurs de nos participant-e-s au programme QSF depuis deux ans, malgré ce que peuvent en penser les membres du comité de sélection des stages.

Contrairement à la plupart des OCI bénéficiaires de stages QSF, l'entière organisation du PAQG ainsi que de ses stages de formation et de suivi au Québec et au Guatemala ont été assumés dès le début par une majorité de jeunes âgés de moins de trente ans. La lettre reçue de l'AQOCI le 27 mai affirme que «nos projets [...] sont estimés comme étant de qualité». Nous pouvons affirmer que cette «qualité» repose depuis bientôt cinq ans sur le travail, le dévouement et la persévérance de jeunes et nous comprenons donc très mal comment le comité de sélection puisse juger nos critères de sélection et nos formations trop exigeants dans le cadre du programme QSF, lui-même destiné aux jeunes. Peut-être faudrait-il adresser la question aux jeunes du comité de sélection?

Depuis quelques années, alors que le Canada poursuit ses intérêts économiques partout dans le monde en se souciant peu ou pas du tout de la question des droits de la personne en Indonésie, au Mexique et ailleurs, nous, les jeunes du PAQG, souhaitons que le gouvernement du Québec se dé-

marque d'une telle vision réductionniste des relations internationales et place à l'avenir une plus grande emphase sur le développement humain et les échanges justes et équitables.



En cette année si cruciale pour la paix et la reconstruction au Guatemala, la cause des réfugiés brille par son absence dans l'index du répertoire QSF. Il est regrettable que vous ayez jugé le PAQG trop exigeant pour les jeunes du Québec et ses stages trop redondant pour votre programme. Contrairement à certains OCI qui changent de projets et de partenaires au sud selon les priorités de leurs bailleurs de fonds, le PAQG considère que la solidarité internationale est un engagement à long terme qu'il faut maintenir malgré les aléas des subventions gouvernementales.

Solidairement,

Marc Drouin pour les membres du Projet Accompagnement Québec-Guatemala réunis en Assemblée générale à Montréal, le 15 novembre 1997.

Descente au Guatemala

Il y a des réalités qui vous transpercent l'âme et vous secouent de par leur dureté. Dans ces moments, nos illusions se dissipent brutalement et la plupart de nos points de repère sont ébranlés. Mon passage à Nueva Union Maya, petite communauté de réfugiés guatémaltèques, figure parmi ces expériences.

J'atteris au Guatemala le 3 mars 1997. Dès mon arrivée, je me consacre à un cours d'espagnol, suivi de dix jours d'orientation. Ce type de formation est en fait une préparation technique pour aiguiller mon séjour dans une communauté de retournés en tant qu'accompagnatrice. On nous rappelle que notre rôle consiste à offrir un support moral à des personnes ayant souffert de la guerre civile. Parallèlement, il implique de veiller au respect de leurs droits en dénonçant tout geste de représaille de la part des acteurs litigieux. À chaque mois, on nous demande de rédiger un rapport sommaire décrivant la situation de la communauté.

Fin mars, je me sens fin prête pour revêtir la peau d'accompagnatrice, je pars donc pour Nueva Union Maya; six semaines d'accompagnement physique en perspective, de quoi nourrir les papillons de mon estomac?!

2 avril 1997, après trois heures de marche sous un soleil de plomb, ma collègue Liz (autre accompagnatrice) et moi arrivons à Nueva Union Maya; petite communauté de 379 personnes, toutes d'origine Kanjobal. Elle figure parmi les 23 ethnies indigènes qui constituent 60% de la population guatémaltèque. Cette commu-



Communauté Nueva Union Maya

nauté a vu le jour en novembre 1996.

Je m'immobilise à l'entrée du village, je suis stupéfaite... Je fais un tour d'horizon, mes yeux scrutent un chantier boueux aux allures tiers-mondistes. Sur la partie supérieure du terrain sont érigées trois imposantes structures de plastique communément appelées des galères. Elles servent, en fait, d'abris et de dortoirs temporaires. Hommes, femmes et enfants y ont élu domicile en attendant d'obtenir les matériaux nécessaires à l'édification de leurs maisons. Faute de ressources financières, les gens de Nueva Union Maya doivent attendre la contribution promise par la CEAR (Commission nationale à l'attention des rapatriés, réfugiés et déplacés).

Dès le début, je me sens dépassée par cette réalité, tout me semble tellement irréel. Je croise des enfants à l'abdomen gonflé, symptôme incontestable de malnutrition. D'autres sont couverts de plaies indiquant une infection de peau. Je suis déconcertée. "Welcome to deep Guatemala!" C'est la première fois de mon

existence que je côtoie de si près ce type de souffrance et je souffre, moi-même intérieurement, puisque j'ai vraiment l'impression de n'avoir aucun pouvoir pour améliorer leur sort.

Les conditions de santé des jeunes enfants ainsi que des femmes enceintes sont précaires considérant, entre autres, les difficultés d'approvisionnement en denrées alimentaires. La CEAR a distribué des haricots noirs et du maïs séché durant les cinq premiers mois de leur établissement. Passée cette échéance, on leur a coupé les vivres. Nonobstant les caprices de mère nature et les obstacles situationnels, on mise aveuglément sur leur autosuffisance. Dans les faits, les semences ont été réalisées avec quelques mois de retard en raison de l'organisation tardive de leur retour, les récoltes ne furent donc pas très fructueuses. D'autre part, compte tenu de l'isolement géographique de cette communauté et de la persistance

des angles morts gouvernementaux, l'inventaire des médicaments et du matériel de premiers soins constituant la pharmacie est dramatiquement pauvre. Par ailleurs, huit promoteurs de santé et quatre sage-femmes de la communauté reçoivent une formation de Médecins sans frontières afin d'offrir des soins de base adéquats pour des problèmes de santé mineurs ou pour développer des approches préventives. Alors, au niveau des connaissances ça s'améliore, pour ce qui est du matériel de soins, on remet ça aux calendes grecques. Conclusion, pour les problèmes de santé majeurs, on fait des pieds et des mains pour amasser l'argent nécessaire afin de transporter la personne à Barillas, localité la plus proche (3 heures de marche + 6 heures de camionnette sur un chemin très accidenté) où l'on peut bénéficier des soins d'un professionnel de la santé, médecin ou infirmière. A défaut d'argent, la prière est de mise...

Chaque jour, beau temps mauvais temps, des petits groupes de personnes de tout âge marchent une longue distance jusqu'à la rivière la plus proche (environ 2 km) pour faire le plein... en eau. Comble de malchance, depuis plus d'un mois les réservoirs d'eau installés dans la communauté sont à sec. "Problème de tarissement" affirme l'évaluateur, "mauvais sort du maître de la source" chuchotte le paysan. Peu importe la part de rationnel ou d'irrationnel là-dessous, la nécessité d'eau s'impose. Ils transportent donc de lourdes charges d'eau dans des cruches (10 à 15 litres) dont le poids est soutenu par leurs têtes à l'aide de courroies. Ailleurs, des hommes travaillent d'arrache-pied avec leurs pelles et leurs pioches sur le ter-

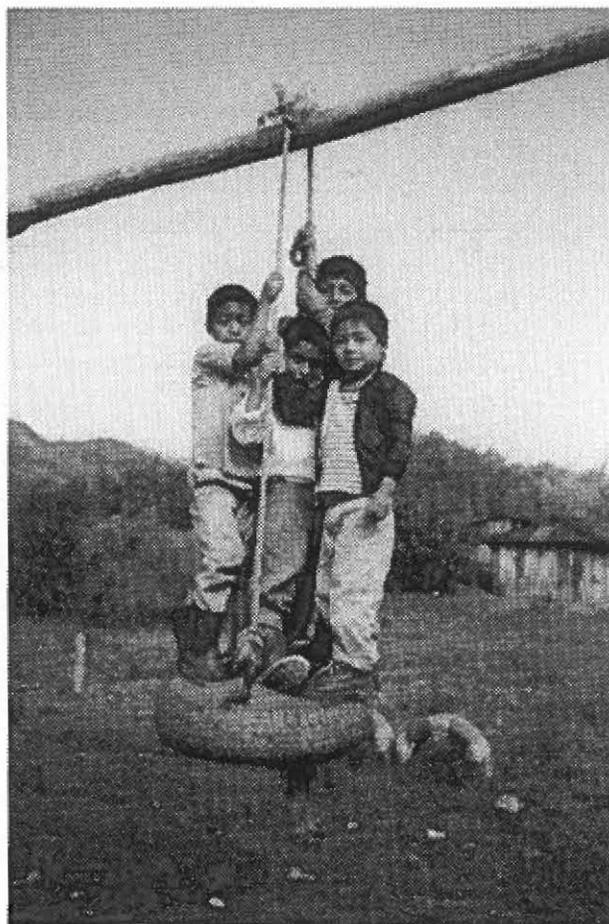
rain où ils édifieront leurs maisons. Pendant ce temps, des femmes demeurent à l'intérieur d'abris de fortune à préparer le maïs pour la fabrication des tortillas ou transportent le bois nécessaire au feu de cuisson avec les ainé(e)s de la famille. De surcroît, elles sont en charge des enfants. Manifestement, les rôles sexuels me semblent relativement bien découpés.

Dans ce monde où tout m'apparaît étrangement frugal, chacun semble avoir sa place, chacun occupe une fonction bien précise et indispensable dans cette lutte quotidienne à la survie. Malgré les innombrables embûches qui parsèment leur route, leur ténacité, leur humilité et leur sens aigu de la solidarité m'émeut. Ces gens m'éduquent. Ils m'aident à consolider en moi ces aspects fondamentaux de la vie.

Bien que n'ayant vécu que six semaines avec la population de Nueva Union Maya, cette expérience m'a permis de développer une compréhension plus globale du contexte social et politique d'après-guerre. Plus précisément de mieux saisir l'ampleur des coûts sociaux, qu'il s'agisse des conséquences rattachées au sous-développement ou aux retards majeurs qui affectent la qualité des services essentiels tels l'éducation, la santé, la protection civile. Pis encore, de reconnaître les ravages des traumatismes individuels ou collectifs qui minent le tissu social, alimentent les mécanismes per-

turbateurs qui se manifestent par la méfiance chronique, l'agressivité, la peur viscérale, la distorsion de la réalité entre les principaux acteurs (guérilla, ex-patrouille d'autodéfense civile, armée, gouvernement, population civile).

A mon avis, malgré l'étourdissante complexité de cette réalité, les attentes du peuple guatémaltèque ayant souffert de cette



guerre m'apparaissent significatives et légitimes; le respect de leurs droits fondamentaux à travers la liberté d'expression, l'accès à la terre et la vie en toute dignité. N'est-ce pas dans ce dessein que l'acte d'accompagnement prend tout son sens?

Nathalie Aubut

Party Bénéfice

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Musique
Bouffe

ou bar

Tirage
Poesie

LE CIRQUE

141 Mt-Royal est, Montréal
métre Mt-Royal

Batista Terreb violoniste	Marc Jeanty violon	Martin Thibault piano	La Chisane Bach guitare
Françoise Christie auteur - compositions - interpr.	Chatoaille	Natalie Dion piano	DIABLO o.g.r.p.f. Marty Solway (auteur) et Patricia Placette
Selous Laridhi voix	Armand Vallancourt	Paule Tanguay et son groupe	Julie Laforme

Samedi le 29 nov. 19h00

6\$ une bière incluse

Pour information et billets: (514) 840-1008

Assemblée mensuelle

La prochaine assemblée mensuelle du PAQG aura lieu le 13 décembre prochain, à 13h, au 420 St-Paul est. Soyez des nôtres!!

Le PA c'est pas un cadeau mais presque!!

Cette année avez la chance de faire vos cadeaux de Noël en appuyant financièrement le PA. Nous vous offrons :

- tee-shirt (couleur) avec logo du PA : 15\$
- cartes de souhaits faites par Caleli : 3 cartes pour 5\$

Passez nous voir au bureau, cela vaut le détour!!

Ce bulletin d'information a comme objectif principal de vous informer sur tout ce qui concerne la situation des réfugiés guatémaltèques, ainsi que sur les activités organisées par le Projet

Accompagnement. Vous êtes intéressés? contactez Isabelle Gauthier 840-1008

Ont participé à la réalisation de ce numéro :

Luc Brisebois
Marc Drouin
Nathalie Aubut
Isabelle Gauthier
Geneviève Lessard
Claude Rioux
Bismark Villacres
Caleli



Projet Accompagnement
Québec-Guatemala
420, rue St-Paul est
Montréal, QC H2Y 1H4
Tél. : 840-1008
Fax : 840-2285
Courrier électronique :
paqando@web.apc.org.

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens qui a été créé pour répondre à la demande des réfugiés guatémaltèques qui ont besoin d'accompagnateurs internationaux pour leur pays. Le Projet Accompagnement a donc pour but de former des bénévoles et de sensibiliser la population à la cause des réfugiés guatémaltèques.

Note de la rédaction

Nous regrettons que dans ce numéro du bulletin le masculin l'ait encore emporté sur le féminin. Nous pourrions vous dire que le masculin est censé représenter l'un et l'autre genre pour alléger le texte mais nous préférons vous dire que ce sera la dernière fois. Nous essayons d'établir un standard et ferons des réajustements lors de la prochaine parution. Merci de votre compréhension.